Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 58/23 - IX - COM

Audience publique du vingt-cinq mai deux mille vingt-trois

Numéro CAL-2019-00587 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Michèle MACHADO, greffier.

E n t r e :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.), SOCIETE1.)**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Véronique REYTER d'Esch-sur-Alzette du 17 mai 2019,

comparant par Maître Karine SCHMITT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

la société à responsabilité limitée **SOCIETE2.)**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit REYTER du 17 mai 2019,

comparant par la société à responsabilité limitée JURISLUX, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par *Maître Pascal PEUVREL*, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

L A C O U R D ' A P P E L

En vertu d'une ordonnance présidentielle du 16 novembre 2018 et par exploit d'huissier du 4 décembre 2018, la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) SARL (ci-après SOCIETE2.)) fit pratiquer saisie-arrêt entre les mains de la banque SOCIETE3.) SA (ci-après SOCIETE3.)), de la SOCIETE4.) SA (ci-après SOCIETE4.)), et de l'établissement public SOCIETE5.) (ci-après SOCIETE5.)), sur les sommes, deniers et valeurs qu'elles doivent ou devront à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.), SOCIETE1.) SARL (ci-après SOCIETE1.)), pour avoir sûreté et obtenir paiement de la somme de 153.568,26 euros en principal, ainsi que la somme de 2.500.- euros à titre de provision pour intérêts et frais de justice. SOCIETE2.) demanda en outre à voir condamner SOCIETE1.) à lui payer une indemnité de procédure à hauteur de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Cette saisie-arrêt fut régulièrement dénoncée aux parties défenderesses-saisies par exploit d'huissier du 7 décembre 2018, ce même exploit contenant assignation à comparaître devant le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg pour voir condamner SOCIETE1.) au paiement du montant de la créance pour laquelle la saisie a été pratiquée, ainsi que pour voir valider la saisie-arrêt.

La contre-dénonciation fut signifiée aux parties tierces-saisies par exploit d'huissier du 14 décembre 2018.

Par jugement commercial, statuant selon la procédure civile, étant réputé contradictoire à l'égard de SOCIETE1.), du 22 février 2019, le tribunal a

- reçu les demandes en condamnation et en validation de la saisie-arrêt en la forme,
- les a déclaré fondées à concurrence du montant de 153.568,26 euros,
- condamné SOCIETE1.) à payer à SOCIETE2.) le montant de 153.568,26 euros avec les intérêts légaux à partir du 22 février 2019, jusqu'à solde,
- pour assurer le recouvrement du montant que SOCIETE1.) redoit à SOCIETE2.), déclaré bonne et valable la saisie-arrêt formée le 4 décembre 2018 entre les mains de la SOCIETE3.), de la SOCIETE4.), et de la SOCIETE5.),
- dit qu'en conséquence les sommes, deniers, titres, actions, obligations ou valeurs dont les parties tierce-saisies se reconnaîtront ou seront jugées débitrices seront par elles versées entre les mains de SOCIETE2.) en déduction et jusqu'à concurrence de sa créance,
- dit la demande en validation de la saisie-arrêt non fondée pour le surplus,
- ordonné la mainlevée de la saisie-arrêt pour le surplus,

- dit fondée la demande de SOCIETE2.) en allocation d'une indemnité de procédure pour le montant de 1.000.- euros,
- condamné SOCIETE1.) à payer à SOCIETE2.) la somme de 1.000.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,
- condamné SOCIETE1.) aux frais et dépens de l'instance.

Pour statuer ainsi, les juges de premier degré ont retenu que SOCIETE2.) a signé un contrat de sous-traitance avec SOCIETE1.) en date du 20 juillet 2015, pour réaliser les enduits de façade sur un chantier sis à Luxembourg, pour un montant total de 530.000.- euros. SOCIETE2.) a adressé onze factures à SOCIETE1.) entre le 29 février 2016 et le 31 mai 2017, pour un total de 419.851,76 euros, ainsi qu'un décompte arrêté au 20 juin 2018. SOCIETE1.) a effectué des paiements à hauteur de 266.283,50 euros, de sorte que la demande de SOCIETE2.) a été dite fondée à concurrence de 153.668,26 euros, et la saisie-arrêt a été validée à concurrence dudit montant. En effet, les juges ont dit la créance certaine, liquide et exigible, au vu des pièces versées en cause. Ils n'ont pas fait droit à la demande en obtention d'une provision de 2.500.- euros, mais ils ont alloué une indemnité de procédure d'un montant de 1.000.- euros à SOCIETE2.).

Par acte d'huissier du 17 mai 2019, SOCIETE1.) a interjeté appel de ce jugement, qui, selon les informations à disposition de la Cour, lui a été signifié en date du 10 avril 2019.

Discussion

SOCIETE1.) reproche principalement aux juges du premier degré de ne pas avoir, sinon insuffisamment, motivé leur décision : elle conclut partant à l'annulation du jugement entrepris, ce d'autant plus que le demandeur originaire aurait violé son obligation de loyauté renforcée, dans le cas, comme en l'espèce, d'une procédure unilatérale. Elle conclut au renvoi de l'affaire devant le tribunal autrement composé.

A titre subsidiaire, et quant au fond, SOCIETE1.) critique les mêmes juges pour avoir retenu à tort le principe de la facture acceptée à un contrat d'entreprise : depuis l'arrêt rendu en date du 24 janvier 2019 par la Cour de cassation, la facture acceptée n'engendrerait qu'une présomption simple de l'existence de la créance, pour tous les contrats autres que la vente. En l'espèce, SOCIETE1.) se serait plainte des défaillances de SOCIETE2.), par courrier du 12 juillet 2018. Elle précise qu'il n'y aurait jamais eu de réception des travaux : la créance en cause ne serait ni certaine, ni liquide, ni exigible. Il faudrait rejeter l'ensemble des prétentions adverses et décharger SOCIETE1.) de toutes les condamnations prononcées contre elle.

SOCIETE1.) termine en requérant la condamnation aux frais et dépens des deux instances de la partie intimée et à une indemnité de procédure de 2.000.- euros pour chacune des deux instances, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Par conclusions récapitulatives déposées au greffe de la Cour en date du 17 juin 2022, SOCIETE1.) a répondu comme suit quant à la recevabilité de son acte

d'appel: l'exception de libellé obscur ne serait pas donnée, l'acte d'appel indiquerait tous les moyens. De plus, il ne suffirait pas de soulever ce moyen *in limine litis*, mais l'intimée devrait encore prouver un préjudice en lien causal avec le vice de forme invoqué.

SOCIETE1.) soulève alors, à titre principal, l'incompétence des juges de premier degré, en tant que moyen d'ordre public : elle plaide qu'il n'aurait pas été permis aux juges de premier degré de requalifier le litige et de statuer en matière commerciale selon la procédure civile et que l'incompétence qui s'en suivrait serait d'ordre public et pourrait ainsi être soulevée en tout état de cause. Le juge ne pourrait pas dénaturer le litige. A titre subsidiaire, SOCIETE1.) insiste sur ce même moyen, arguant qu'une telle incompétence ne serait couverte que par le consentement exprès ou implicite des parties : tel ne pourrait être le cas, au vu du fait qu'elle aurait été défaillante de manière involontaire en première instance.

A titre plus subsidiaire, SOCIETE1.) conclut à la réformation du jugement a quo, en ce qu'il a été rendu en matière commerciale, suivant la procédure civile : dans le cadre d'une procédure de saisie-arrêt contenant assignation en validité et en condamnation au fond, la qualité des parties ne serait pas déterminante, seul le genre du litige compterait, à savoir la matière civile.

SOCIETE1.) en vient ensuite aux manquements de SOCIETE2.), tenant à des retards, à la non réalisation de la façade du bâtiment « C », à un défaut d'approvisionnement et d'achats de matériaux nécessaires à la continuité des travaux, la reprise de travaux de façade du bâtiment « A ». SOCIETE1.) admet redevoir tout au plus la somme de 38.266,40 euros à SOCIETE2.).

SOCIETE2.) se rapporte à prudence de justice quant à la recevabilité de l'acte d'appel en la pure forme et aux délais, mais conclut à son irrecevabilité, sinon nullité ou son caractère infondé, notamment pour libellé obscur.

Quant à la prétendue nullité du jugement entrepris, SOCIETE2.) réplique que SOCIETE1.) n'a pas soulevé le moyen en lien avec une faute des juges de première instance en statuant en matière commerciale selon la procédure civile, de plus aucune faute n'aurait été commise. Concernant l'absence de motivation soulevée, SOCIETE2.) la conteste, le jugement a quo étant motivé et n'ayant pas fait droit à toutes les demandes de SOCIETE2.). Le jugement n'encourrait pas la nullité, par application de l'article 249 du Nouveau Code de procédure civile. Pour l'obligation de loyauté, SOCIETE2.) précise que les jurisprudences citées par SOCIETE1.) ne s'appliqueraient pas au cas d'espèce, qui ne constituerait pas une procédure unilatérale ; SOCIETE1.) se serait vue signifier la dénonciation de la saisie-arrêt avec assignation en validité par acte d'huissier du 7 décembre 2018. Elle ne pourrait s'en prendre qu'à elle-même de ne pas avoir comparu.

SOCIETE2.) revient ensuite longuement sur les faits en cause avant de conclure en droit, en débutant par la théorie de la facture acceptée : au vu du fait que SOCIETE1.) aurait mis plus d'une année depuis l'émission de la dernière facture (mai 2017) pour contester le 12 juillet 2018 après la réception d'une mise en demeure du 2 juillet 2018, les factures litigieuses seraient à considérer comme acceptées. SOCIETE1.) serait actuellement, en instance d'appel, malvenue de plaider n'avoir pas reçu l'ensemble des factures. Les factures auraient toutes été

communiquées à un conducteur des travaux de SOCIETE1.) et un accord de règlement des factures en souffrance aurait été trouvé le 16 octobre 2017. Les factures auraient ainsi été acceptées.

Quant aux prétendus inexécutions, SOCIETE2.) indique qu'elle aurait elle-même procédé à la reprise de mini imperfections entre le 11 et le 27 septembre 2018. Le 11 octobre 2018, SOCIETE1.) aurait adressé un courrier à SOCIETE6.) pour solliciter la réception des façades, suite à la reprise des imperfections. Au vu de l'absence de mise en demeure, aucune pénalité ne pourrait lui être appliquée par SOCIETE1.).

Quant à la « *substitution* » de marché du bâtiment « C », SOCIETE2.) explique que ce marché lui aurait été retiré de façon arbitraire par SOCIETE1.), sans respecter les conditions du contrat de sous-traitance : aucune inexécution y relative ne saurait être reprochée à SOCIETE2.).

Aucune faute ne pourrait être reprochée à SOCIETE2.) pour l'absence de réception des travaux de façade : il appartenait à SOCIETE1.) d'organiser cette réception.

Au vu du fait que sa demande en paiement serait fondée, SOCIETE2.) requiert la confirmation du jugement *a quo*, également en ce qu'il a validé la saisie-arrêt pratiquée.

SOCIETE2.) formule une offre de preuve par témoins sur sa version des faits.

SOCIETE2.) conteste finalement la demande adverse en obtention d'une indemnité de procédure, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, mais demande une telle indemnité à hauteur de 5.000.- euros pour l'instance d'appel.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 13 juillet 2022 et, par avis du 31 octobre 2022, fixée à l'audience du 22 mars 2023 pour plaidoiries. A cette audience, le magistrat de la mise en état a été entendu en son rapport et l'affaire prise en délibéré, par application de l'article 227 du Nouveau Code de procédure civile, avec l'accord des parties.

Appréciation de la Cour

Par souci de logique juridique, il convient d'analyser en premier lieu la recevabilité, sinon la nullité de l'acte d'appel, soulevée par SOCIETE2.)

1) Quant à la recevabilité de l'acte d'appel

SOCIETE2.) soulève le moyen du libellé obscur, motif pris de l'absence de l'exposé des faits, ne lui permettant pas de savoir sur quelle version des faits SOCIETE1.) entendrait se baser pour faire valoir ses moyens. De plus, SOCIETE1.) se serait contentée de faire état de « *nombreuses défaillances* », sans plus de détail. L'exposé des moyens ne serait même pas sommaire.

La question de la motivation de l'appel et de la sanction en cas de motivation insuffisante est à résoudre par application des articles 585, 153 et 154 du Nouveau Code de procédure civile. Ainsi, l'article 585 prévoit, à peine de nullité, outre l'indication de la constitution d'avocat de l'appelant, du délai endéans lequel l'intimé doit constituer avocat et du jugement, respectivement des chefs du jugement dont appel, que l'acte d'appel doit contenir les mentions prescrites aux articles 153 et 154 du même code. L'article 154 dispose que l'assignation doit contenir, entre autres, l'objet et un exposé sommaire des moyens.

Il se dégage partant de la combinaison des articles 585 et 154 du Nouveau Code de procédure civile que l'inobservation des prescriptions y prévues est sanctionnée par la nullité; encore faut-il dans ce cas déterminer s'il s'agisse d'une nullité de fond qu'il échet de prononcer dès la constatation de l'irrégularité ou d'une nullité de forme proprement dite soumise aux conditions de l'article 264, alinéa 2, du Nouveau Code de procédure civile, c'est-à-dire de la justification d'une atteinte portée aux intérêts de la partie adverse.

La motivation imprécise, voire obscure, de l'acte d'appel, valant défaut de motivation, constitue un vice de forme et la nullité de l'acte d'appel peut être prononcée si les conditions prévues audit article 264, alinéa 2, sont remplies.

Ce texte est de la teneur suivante : « *Aucune nullité de forme des exploits ou des actes de procédure ne pourra être prononcée que s'il est justifié que l'inobservation de la formalité, même substantielle, aura pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie adverse* ».

Les termes de « *porter atteinte aux intérêts* » sont considérés comme étant synonymes de « *causer grief* ».

Il résulte indubitablement de la disposition qui précède qu'il n'y a pas de présomption de grief et qu'il appartient dès lors à celui qui allègue le grief que lui a prétendument causé l'irrégularité, d'en établir, et l'existence, et le lien de causalité entre l'irrégularité et le grief (Jurisclasseur : Nullité des actes de procédure ; vices de forme, fascicule n° 137, n° 73).

La notion du grief visé par l'article 264, alinéa 2, du Nouveau Code de procédure civile ne comporte aucune restriction (Cour de cassation n° 18/03 du 20 mars 2003, n° 1959 du registre).

Le grief susceptible de conduire à l'annulation doit être apprécié *in concreto*, en fonction des circonstances de l'espèce.

En l'espèce, SOCIETE2.) soutient qu'en raison de l'imprécision de l'appel, elle n'a pas su, de manière convenable et appropriée, organiser sa défense.

Si effectivement le grief peut être considéré comme étant constitué chaque fois que l'irrégularité a pour conséquence de déranger le cours normal de la procédure et qu'une irrégularité dommageable peut donc être celle qui désorganise la défense de l'adversaire, toujours est-il que l'acte d'appel du 17 mai 2019, certes succinct en certains points, est néanmoins rédigé de manière à ce que SOCIETE2.) n'a pas pu se méprendre sur le double objet de l'appel, à

savoir l'absence ou l'insuffisance de motivation du jugement entrepris et l'inapplicabilité du principe de la facture acceptée au cas d'espèce : SOCIETE2.) a ainsi pu convenablement organiser sa défense et choisir les moyens de défense appropriés.

Le moyen de nullité ayant trait au libellé obscur de l'acte d'appel est, partant, à rejeter.

2) La recevabilité de l'appel

SOCIETE2.) s'oppose à « *l'incompétence des premiers juges* » soulevée par SOCIETE1.) après son acte d'appel et donc pas comme premier moyen de défense, pour conclure à l'irrecevabilité de l'appel sur ce point.

Il est un fait que dans le dispositif de son acte d'appel, SOCIETE1.) conclut, par réformation, à titre principal, à déclarer le jugement du 22 février 2019 nul pour absence, sinon insuffisance de motivation, voire violation de l'obligation de loyauté renforcée incombant au demandeur en justice en cas de procédure judiciaire se déroulant à l'insu du défendeur, pour demander le renvoi du litige devant le tribunal autrement composé. A titre subsidiaire, elle demande à dire que l'article 109 du Code de commerce ne s'applique pas au contrat de sous-traitance conclu entre parties le 20 juillet 2015 et de rejeter toutes les prétentions de SOCIETE2.). La motivation de son acte d'appel se limite également à ces deux moyens.

En première instance SOCIETE1.) était défaillante, de sorte qu'elle n'a fait valoir aucun moyen, aucune défense.

Ce n'est que dans son corps de conclusions subséquent et réitéré par ses conclusions récapitulatives du 17 juin 2022, que SOCIETE1.) conclut à l'annulation du jugement du 22 février 2019, au motif que les juges de premier degré auraient été incompétents en toisant la question relative à la validation de la saisie-arrêt, tout en siégeant uniquement en matière commerciale, selon la procédure civile.

Tel que rappelé ci-dessus, l'article 585 du Nouveau Code de procédure civile, renvoyant à l'article 154 du même code, exige, à peine de nullité, que l'assignation contienne « l'objet et un exposé des moyens », l'article 154 du Nouveau Code de procédure civile précisant in fine que « l'assignation vaut conclusions ».

Comme l'article 154 dudit code auquel renvoie l'article 585 du même code, exige que l'acte d'appel contienne, à peine de nullité, l'objet et un exposé sommaire des moyens, la Cour n'est en principe pas saisie valablement des chefs du jugement entrepris à propos desquels l'acte d'appel n'énonce aucun grief ni ne fait valoir le moindre moyen. Si l'appelant peut développer ses moyens dans ses conclusions postérieures, il ne peut cependant pas étendre la saisine opérée par l'acte d'appel en critiquant dans ses conclusions des chefs non entrepris dans l'acte d'appel.

L'appelante a manifestement entendu limiter son appel aux deux questions susindiquées, sans évoquer une éventuelle incompétence des juges de premier degré, même si les conséquences sont identiques au moyen de nullité soulevé en lien avec la motivation du jugement entrepris. Elle ne saurait étendre la saisine de la juridiction d'appel par des conclusions ultérieures, sauf si le moyen ainsi soulevé en cours d'instance d'appel est d'ordre public.

Tel que plaidé par SOCIETE2.), seules les exceptions d'incompétence absolue, qui ont pour objectif d'organiser la structure et la hiérarchie des juridictions et d'assurer ainsi la cohérence de l'organisation judiciaire, sont d'ordre public et peuvent être soulevées en tout état de cause.

SOCIETE1.) se limite à conclure à l'incompétence du tribunal ayant requalifié le litige pour statuer en matière commerciale selon la procédure civile, pour connaître d'une demande en validation d'une saisie-arrêt.

La Cour relève à ce propos qu'il n'existe au Grand-Duché de Luxembourg aucun tribunal civil ou tribunal de commerce proprement dit. Conformément à l'article 20 du Nouveau Code de procédure civile ; « le tribunal d'arrondissement est en matière civile et commerciale juge de droit commun et connaît de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction, en raison de la nature ou du montant de la demande ». Il appartient au tribunal de déterminer dans quelle matière il prononce, alors même que le demandeur n'aurait pas qualifié la nature de sa demande dans son assignation ou l'aurait qualifiée erronément (Cour d'appel, 21 janvier 2015, n° 39631 du rôle ; Cour d'appel, 25 février 2015, n° 39014 du rôle).

En l'espèce, le litige a été porté devant le tribunal d'arrondissement, siégeant en matière civile et les juges de premier degré ont qualifié le contrat entre SOCIETE1.) et SOCIETE2.) de commercial et ont, de façon sans doute un peu maladroite, requalifié le litige en tant que tel pour statuer en matière commerciale, mais toujours selon la procédure civile, soit la procédure de droit commun. Il ne peut donc pas être question d'incompétence, le tribunal d'arrondissement, juridiction de droit commun, étant la juridiction qui devait statuer, et il l'a fait selon la procédure adéquate. Faute d'incompétence, il n'y a pas lieu de s'attarder sur les questions d'incompétence absolue ou relative.

En effet, en matière de saisie-arrêt, le tribunal d'arrondissement a compétence tant en matière civile que commerciale pour connaître de l'action en validité dans chacun des deux chefs de demande, surtout en présence d'une créance commerciale. Le tribunal statuera selon les règles de procédure civile, pour être celles de droit commun (Cour 27 février 1996, Pas. 30, p. 44).

L'incompétence ayant été soulevée à tort par SOCIETE1.), il est superfétatoire d'analyser si elle l'a été *in limine litis*.

L'appel, introduit par ailleurs dans les formes et délais de la loi, est recevable.

3) La nullité du jugement a quo du 22 février 2019

Tout en alléguant une absence, sinon une insuffisance de motivation à la base de sa demande en nullité du jugement entrepris, SOCIETE1.) admet dès le

deuxième alinéa du point y relatif dans ses conclusions récapitulatives (page « 8 » en bas) que les juges de première instance se sont « *cantonnés à motiver de manière succincte leur décision* ».

Même si SOCIETE1.) n'indique à proprement parler pas de base légale à l'appui de ce chef de sa demande, la Cour cite l'article 89 de la Constitution qui dispose que « *Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique* » ainsi que l'article 249, alinéa premier du Nouveau Code de procédure civile : « *La rédaction des jugements contiendra les noms des juges, du procureur d'Etat, s'il a été entendu, ainsi que des avoués ; les noms, professions et demeures des parties, leurs conclusions, l'exposition sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif des jugements* ».

Contrairement aux allégations de SOCIETE1.), il ressort du jugement que le tribunal a, conformément aux dispositions de l'article 249 alinéa 1^{er} du Nouveau Code de procédure civile, fait un exposé sommaire des points de fait et de droit, se basant tant sur un décompte arrêté au 20 juin 2018, que sur un contrat de sous-traitance du 20 juillet 2015, énumérant une à une chacune des onze factures en cause, refaisant le décompte pour décider que SOCIETE1.) restait redevable d'un solde de 153.568,26 euros. Le tribunal a ensuite vérifié la régularité de la procédure de saisie-arrêt pour retenir finalement que la saisie-arrêt est à valider, dans la mesure où la créance de SOCIETE2.) à l'égard de SOCIETE1.) est certaine, liquide et exigible. En statuant ainsi, le tribunal a suffisamment motivé sa décision telle qu'actée au dispositif.

Aucune violation des articles ci-avant cités laisse d'être établie.

SOCIETE1.) a encore requis cette même nullité du jugement *a quo*, pour violation de l'obligation de loyauté pesant sur SOCIETE2.). Elle voudrait voir dire cette obligation renforcée dans le cadre de procédures unilatérales, qui serait à transposer de façon générale aux jugements par défaut.

Suivant l'adage « *pas de nullité sans texte* », la Cour relève que SOCIETE1.) reste silencieuse quant à une base légale ordonnant la nullité d'une décision de justice pour violation de cette obligation.

De surcroît, elle voudrait rendre SOCIETE2.) responsable du fait que SOCIETE1.) a été défaillante en première instance, pour lui faire endosser le rôle tant du demandeur que du défendeur et argumenter dans un sens comme dans l'autre. SOCIETE1.) omet qu'il ne s'agit pas d'une procédure unilatérale, au moins depuis la signification de la dénonciation de la saisie-arrêt en date du 7 décembre 2018.

Ces développements ne sont ni pertinents ni concluants et ils sont à rejeter.

Le moyen de nullité du jugement est à rejeter comme étant contraire en fait et en droit.

La Cour en vient alors à analyser les demandes en condamnation et en validation de la saisie-arrêt.

4) La demande en condamnation

SOCIETE2.) base sa demande en condamnation sur le principe de la facture acceptée et rappelle qu'elle a émis onze factures à l'attention de SOCIETE1.), entre le 29 février 2016 et le 31 mai 2017. La première contestation relative aux montants dus serait intervenue le 12 juillet 2018, à savoir plus d'une année après l'émission de la dernière facture en cause, de sorte qu'elle serait tardive. De plus, cette « *contestation* » ne porterait pas sur des factures, mais une mise en demeure.

SOCIETE1.) s'y oppose, invoquant le non-respect d'un « *process* » mis en place par le contrat de sous-traitance du 20 juillet 2015 pour conclure, qu'au vu des nombreuses contestations, la présomption simple de la facture acceptée, en cas de prestations de service comme en l'occurrence, serait renversée.

Elle conteste de même que par échange de mails entre PERSONNE1.) et PERSONNE2.) en date du 16 octobre 2017 il y ait eu acceptation des factures. D'ailleurs, elle n'aurait jamais reçu les factures suivantes :

- N° 1599 du 23 juin 2016 portant sur 631,80 euros
- N° 1600 du 23 juin 2016 portant sur 409,50 euros
- N° 1606 du 29 juillet 2016 portant sur 12.498,06 euros
- N° 1625 du 31 octobre 2016 portant sur 47.945,30 euros
- N° L1702001 du 28 février 2017 portant sur 47.981,64 euros
- N° L1705002 du 31 mai 2017 portant sur 33.114,95 euros.

Elle n'aurait été mise en mesure de les contester que depuis l'envoi de la mise en demeure du 2 juillet 2018. Elle fait valoir de nombreux manquements, vices et malfaçons.

Au vu de ce qui précède, la Cour va reprendre brièvement les faits tels qu'ils ressortent des éléments lui soumis.

Suivant contrat de sous-traitance N° 24/2015 L232 du 20 juillet 2015, SOCIETE1.) a chargé SOCIETE2.) de la réalisation en sous-traitance de travaux de façades enduites sur un chantier situé à ADRESSE3.) à concurrence d'un montant global et forfaitaire non actualisable de 530.006,86 euros, travaux devant être effectués entre le 6 novembre 2015 et le 22 juillet 2016.

Onze factures ont été adressées par SOCIETE2.) à SOCIETE1.) pour ces travaux :

- facture n° 1579 du 29 février 2016 portant sur 30.385,72 euros
- facture n° 1580 du 24 mars 2016 portant sur 67.246,71 euros
- facture n° 1584 du 25 avril 2016 portant sur 65.717,62 euros
- facture n° 1595 du 25 mai 2016 portant sur 103.061,21 euros
- facture n° 1598 du 26 juin 2016 portant sur 10.859,25 euros
- facture d'acompte 1 n° 1599 du 23 juin 2016 portant sur 631,80 euros
- facture n° 1600 du 23 juin 2016 portant sur 409,50 euros
- facture n° 1606 du 29 juillet 2016 portant sur 12.498,06 euros
- facture n° 1625 du 31 octobre 2016 portant sur 47.945,30 euros

- facture n° L1702001 du 28 février 2017 portant sur 47.981,64 euros
- facture n° L1705002 du 31 mai 2017 portant sur 33.114,95 euros

Par courrier recommandé du 2 juillet 2018, le mandataire de SOCIETE2.), Maître PEUVREL, a mis en demeure SOCIETE1.) de payer le solde restant dû sur les onze factures émises.

SOCIETE1.) réplique par courrier recommandé du 12 juillet 2018 par lequel elle dit contester formellement l'écrit de Maître PEUVREL et apporter des commentaires, qui se résument comme suit : seules les cinq premières factures auraient été payées et les suivantes ne se trouveraient pas à son service comptabilité, faute de validation et de réponses à ses courriers des 26 octobre 2017 et 19 janvier 2018. Elle attendrait son planning de reprises des façades du bâtiment A.

La Cour note que le mail du 26 octobre 2017 a trait à l'annonce par SOCIETE1.) d'un paiement à hauteur de 42.689,84 euros, qui se décompose comme suit :

- 13.086,51 euros de libération sur retenue faite sur la facture n° 1595
- 10.171,41 euros de paiement sur la facture n° 1598
- 19.431,92 euros sur la facture N°6 à transmettre

Le mail du 19 janvier 2018 rappelle à SOCIETE2.) de transmettre « *une situation des travaux N°6 de 19.431,92 euros* ».

Pour la bonne compréhension, la Cour précise que la situation N°6 a été facturée en date du 29 juillet 2016, sous le numéro 1606, qui a été envoyée via mail à PERSONNE1.), conducteur de travaux chez SOCIETE1.), en date du 2 août 2016.

La Cour note que selon l'« *extrait de compte tiers de SOCIETE2.) du 20 juin 2018* », SOCIETE2.) a facturé à SOCIETE1.), dans onze écritures, pour un montant total de 419.851,76 euros et qu'elle n'a reçu paiement que pour le montant total de 266.283,50 euros, de sorte qu'un solde de 153.568,26 euros lui resterait restant dû. Il ressort encore de cet extrait que SOCIETE1.) a toujours payé par des montants ne correspondant jamais à un montant repris dans une des factures : elle a manifestement regroupé ses paiements.

Aux termes de l'article 109 du Code de commerce, les achats et les ventes se constatent par une facture acceptée ou par la correspondance.

En ce qui concerne la preuve résultant de la facture acceptée, l'article précité instaure une présomption légale, irréfragable, de l'existence de la créance affirmée dans la facture acceptée pour le contrat de vente. Pour les autres contrats commerciaux, la facture acceptée n'engendre qu'une présomption simple de l'existence de la créance, le juge étant libre d'admettre ou de refuser l'acceptation de la facture comme présomption suffisante de l'existence de la créance affirmée (Cour de cassation, 24 janvier 2019, arrêt n° 16/2019, n° 4072 du registre).

Il en découle que pour les engagements commerciaux autres que les ventes, pour lesquels il est habituel d'émettre des factures, l'acceptation constitue une

présomption de l'homme de conformité de la facture par rapport aux conditions du contrat. La facture acceptée en cette matière pourra donc faire preuve de la réalité du contrat, mais cette question sera toujours soumise à l'appréciation du juge. Pour de tels engagements, le débiteur peut donc non seulement contester l'existence de l'acceptation, mais aussi, si l'acceptation est établie, il peut encore rapporter la preuve contraire du contenu de la facture.

Pour les contrats d'entreprise, tel que celui en l'espèce, il est admis que le fait de ne pas émettre de contestations endéans un bref délai à partir de la réception de la facture contre celle-ci permet de présumer que le client commerçant marque son accord sur la facture et ses mentions. Il appartient au débiteur de renverser cette présomption simple.

Cette présomption de l'homme ne s'impose donc pas au juge et il lui appartient d'apprécier souverainement la pertinence des faits invoqués et de mesurer la portée des éléments soumis à son appréciation.

Il va de soi que les règles rappelées ci-dessus ne sont applicables qu'en présence de documents valant facture.

Cette qualification n'est, en l'occurrence, pas contestée par SOCIETE1.).

SOCIETE1.) affirme avoir contesté les factures en cause par son courrier du 12 juillet 2018, dont la teneur a été résumée ci-avant.

Il est rappelé que l'acceptation des factures reçues peut être expresse ou tacite. Le silence gardé au-delà du temps nécessaire pour prendre connaissance de la facture, pour contrôler ses mentions, ainsi que les fournitures auxquelles elle se rapporte, fait présumer que la facture a été acceptée et la facture ainsi acceptée établit à l'égard du débiteur commerçant non seulement la créance du fournisseur, mais aussi l'existence du contrat et de ses conditions, dans la mesure où elle les indique.

Ainsi, le commerçant qui n'est pas d'accord au sujet de la facture de son cocontractant, doit prendre l'initiative d'émettre des protestations précises valant négation de la dette affirmée endéans un bref délai à partir de la réception de la facture. L'obligation de protester existe quelle que soit la partie de la facture que le client conteste, l'existence même du contrat, les conditions du marché, la date de la facture, l'identité entre les choses fournies et les choses facturées, ou bien la conformité de la fourniture avec les qualités promises (cf. A. CLOQUET, La facture, n° 446 et suivants).

C'est au client qu'il incombe de prouver qu'il a protesté en temps utile, les protestations pouvant être explicites ou implicites, écrites ou verbales. Pour avoir une valeur probante, les protestations doivent être précises, en effet des protestations vagues ne sont pas de nature à empêcher la présomption d'acceptation de sortir ses effets (cf. A. CLOQUET, op.cit., n° 563, 566, 567).

La dernière facture étant datée du 31 mai 2017, le susdit courrier du 12 juillet 2018 est très certainement tardif, sans qu'il ne faille s'attarder à son contenu, pour retenir qu'il ne met pas en échec le principe de la facture acceptée.

SOCIETE1.) veut renverser la présomption simple, par divers courriers et mails versés en cause, dont le premier est daté au 22 juin 2016.

La Cour remarque que ces écrits font référence à des réunions de chantier et des difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux de façade par SOCIETE2.), le respect des délais et le nombre de compagnons présents sur le chantier, sans qu'il ne soit fait référence à une des factures en cause, ni même, de façon générale, à leur paiement, sauf dans le courrier de SOCIETE1.) du 29 mars 2017, dans lequel il est question de « *nous ne pourrions accéder à votre requête pour un règlement, en effet les travaux actuels n'étant pas conformes* ». La Cour ignore à quelle facture cette remarque se rapporte, de sorte qu'elle ne peut en tenir compte au titre de contestation valable et circonstanciée.

Le 16 octobre 2017, PERSONNE1.) (SOCIETE1.)) envoie un mail à PERSONNE2.) (SOCIETE2.)) dans lequel il évoque la participation de SOCIETE2.) à hauteur de 12.930,50 euros hors taxes pour les retenues sur les travaux au bâtiment C, ainsi qu'un échéancier de paiement, avec la précision d'un premier paiement de 34.078.- euros, sur base des dernières factures.

Au-delà du fait qu'il n'est pas fait spécifiquement référence à un numéro ou une date de facture, il est actuellement impossible à la Cour de faire un lien entre ces dires et une facture, surtout que ce mail date d'octobre 2017, soit cinq mois après l'envoi de la dernière facture. Ce mail fait finalement plutôt comprendre que si des retenues ont été opérées, elles n'ont plus lieu d'être, les paiements devant reprendre. Ce mail ne vaut pas preuve de contestation.

Un « *arrêté définitif des comptes* » a finalement été envoyé par SOCIETE1.) à SOCIETE2.) en date du 14 décembre 2018, mais cet arrêté n'est pas signé pour accord par SOCIETE2.). Il n'établit de surcroît aucune contestation sérieuse et circonstanciée en lien avec une facture émise par SOCIETE2.) et serait à l'évidence tardif pour valoir comme tel.

En conclusion, dans aucun desdits courriers les termes ne font ne se réfèrent non seulement à aucun poste précis des factures litigieuses, mais encore n'indiquent aucun lien entre les prétendues inexécutions et reproches formulés à l'égard de SOCIETE2.) et les factures litigieuses. Dans ces conditions, il est impossible de déterminer en raison de quel élément et de quel poste précis SOCIETE1.) conteste les onze factures.

Il aurait appartenu à SOCIETE1.) d'indiquer précisément pour quels motifs elle s'opposait au paiement de chacune des onze factures concernées prises individuellement et non pas se contenter d'énumérer des griefs à l'encontre de SOCIETE2.).

Pour être précis, la Cour constate encore que SOCIETE1.) n'a, dans aucun de ses courriers, même pas dans celui du 12 juillet 2018, contesté le quantum des montants réclamés par SOCIETE2.).

La contestation actuelle en lien avec l'absence de réception des six dernières factures n'est pas pertinente, voire contredite par les pièces versées en cause : en effet, les factures portant les numéros « 1599 » et « 1600 » sont versées dans

la chemise de pièces de Maître PEUVREL, en pièce « 5 », munies de la signature de « PERSONNE1.) », avec son « *Bon pour facturation* ». La facture 1606 a été envoyée à ce même PERSONNE1.) par mail du 2 août 2016. La facture 1625 ou ses annexes portent la signature de « D. PERSONNE1.) » avec des mentions « *Bon pour accord* » : la preuve de son envoi par mail en date du 8 novembre 2016 se trouve également parmi les pièces fardées sous « 9 » des pièces de Maître PEUVREL. La preuve de la réception de deux versions de la facture L1702001 est versée en pièce « 10 » dans la même farde, à savoir des mails des 6 et 15 mars 2017. Il n'y a donc aucune raison de croire que la dernière facture, L1705002, n'aurait pas été réceptionnée.

Finalement, SOCIETE1.) n'indique pas non plus pour quelles raisons la créance affirmée dans les factures litigieuses ne serait ni exigible, ni certaine. Ces contestations ne sont donc ni précises, ni circonstanciées et les factures sont à considérées comme des factures acceptées.

La Cour retient dès lors que SOCIETE1.) n'a pas renversé la présomption découlant de l'acceptation des factures de sorte que l'existence de la créance y affirmée est à suffisance établie. Au vu de ce constat, la demande de SOCIETE2.) en audition de témoins est superfétatoire et il y a lieu de la rejeter.

C'est partant à juste titre que les juges de première instance ont déclaré fondée la demande de SOCIETE2.) en condamnation de SOCIETE1.) au paiement du montant de 153.568,26 euros. Il convient de confirmer le jugement entrepris en ce point.

5) La demande en validation de la saisie-arrêt

SOCIETE1.) conteste que la créance de SOCIETE2.) soit certaine, liquide et exigible et que le jugement serait à réformer, ayant qualifié la créance de telle pour valider la saisie-arrêt pratiquée.

Au vu de ce qui précède, il apparaît à suffisance que la créance en cause est certaine, aucune contestation n'ayant été retenue, liquide, pour avoir un quantum certain et elle est encore exigible, car le montant est redû.

Il convient, par confirmation, de valider la saisie-arrêt pratiquée, à hauteur de 153.568,26 euros, avec les intérêts légaux depuis le 22 février 2019, jour de la décision de première instance, jusqu'à solde. Il y a ainsi lieu de donner mainlevée de la saisie-arrêt pratiquée pour le surplus, tel que jugé en première instance.

6) Les demandes accessoires

SOCIETE1.) a requis une indemnité de procédure de 2.000.- euros pour chacune des deux instances.

Au vu de l'issue du litige, ces demandes sont à rejeter.

Il n'y a également pas lieu de décharger SOCIETE1.) de la condamnation au paiement tant d'une indemnité de procédure que des frais et dépens prononcée à son encontre en première instance.

SOCIETE2.) demande une telle indemnité, sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, à hauteur de 2.500.- euros pour l'instance d'appel. Il serait en effet inéquitable de laisser une partie des sommes par elle exposées et non comprises dans les dépens à sa charge, de sorte que ce chef de sa demande est à dire fondé à hauteur de 2.500.- euros.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, sur rapport du magistrat de la mise en état,

vu l'article 227 du Nouveau Code de procédure civile,

rejette l'exception de libellé obscur ;

dit l'appel recevable en la pure forme ;

rejette le moyen de nullité du jugement entrepris ;

déclare l'appel non fondé ;

confirme, quoique pour d'autres motifs, le jugement a quo du 22 février 2019 ;

dit la demande de la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) (LUX) SARL en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel fondée à hauteur de 2.500.- euros ;

condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.), SOCIETE1.) SARL à payer à la société à responsabilité limitée SOCIETE2.) (LUX) SARL la somme de 2.500.- euros ;

dit non fondée les demandes de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.), SOCIETE1.) SARL en obtention d'indemnités de procédures ;

en déboute,

condamne la société à responsabilité limitée SOCIETE1.), SOCIETE1.) SARL aux frais et dépens de l'instance, avec distraction au profit de Maître Pascal PEUVREL, avocat concluant qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Michèle MACHADO.